

Le Soir d'Algérie - Espace "Retraite" — E.mail : soiretraite@hotmail.com

LES TERGIVERSATIONS DU GOUVERNEMENT ET DU PRÉSIDENT DE L'APN FACE
AUX REVENDICATIONS LÉGITIMES DES RETRAITÉS LES PLUS DÉMUNIS

Selon le ministre des Finances, la CNR ne peut pas financer les augmentations des pensions

Depuis la dernière tripartite, chaque jour qui passe donne lieu à des déclarations contradictoires du gouvernement. Dès le lendemain de la tripartite et suite à la fin de non-recevoir des pouvoirs publics aux revendications légitimes des retraités les plus démunis, la colère et la détermination des retraités se sont exprimées immédiatement et avec force, ce qui a surpris le gouvernement. Le ministre du Travail avait été chargé très rapidement d'essayer de calmer les mécontents en promettant une augmentation des pensions, mais sans donner de précisions.

Puis ce fut au directeur de la sécurité sociale de ce ministère d'intervenir à la radio pour dire la même chose, précisant qu'il fallait attendre les résultats du groupe de travail de la tripartite chargé de plancher sur le dossier des retraites, en ajoutant que la CNR n'avait pas les moyens de financer les augmentations demandées. Interventions maladroites faites pour éteindre la révolte des retraités, sans succès. Puis le Premier ministre répéta la même chose, aggravant le mécontentement des retraités en déclarant que le gouvernement ne baissera pas les taux de l'IRG : ce fut la goutte d'huile sur le feu... Les retraités par centaines sortirent dans la rue à Alger —



Photo : D. R.

où le secrétaire général de l'UGTA fut malmené — et à Oran. Plusieurs réunions eurent lieu dans d'autres villes du pays, Constantine et Annaba notamment. Plus récemment, le 2 novembre, à l'occasion de l'adoption de la loi de finances pour 2012, ce fut au tour du ministre des Finances de monter au créneau pour essayer de justifier, sans convaincre, le rejet par les députés de «l'Alliance présidentielle» d'un amendement de 2 députés indépendants (Ali Bahimi et Tarek Mira) visant à aligner le montant minimum des pensions de retraite sur le SNMG, c'est-à-dire à 18 000 DA à compter du 1^{er} janvier 2012.

Aligner le montant minimum des pensions de retraite sur le SNMG

L'amendement en question visait à rétablir un ancien droit acquis, mais revu à la

baisse depuis, consacré par la loi 83/12 du 2 juillet 1983 qui stipulait que le montant minimum des pensions de retraite ne saurait être inférieur à celui du SNMG. Cet alignement du montant minimum des pensions sur le SNMG a même été chiffré à un peu plus de 2,5 milliards de DA par an, et profiterait à 546 000 retraités bénéficiaires du montant minimum qui actuellement est égal à 75% du SNMG, soit 11 250 DA. Pour rappel, à compter du 1^{er} janvier prochain, le SNMG passant à 18 000 DA, le montant minimum des pensions de retraite sera de 13 500 DA. Mais selon les auteurs de cet amendement à l'Assemblée nationale, le président de cette dernière aurait transformé en rejet une proposition qui semblait avoir l'assentiment d'une large majorité de députés ! «Alors que cet amendement recueillait visiblement, et à deux reprises, la majorité des voix venant de tous

bords politiques, le président de l'APN annonçait le contraire», indiquent Tarek Mira et Ali Brahimi dans un communiqué rendu public, ajoutant que la demande d'un troisième «décompte pour trancher le litige a été arbitrairement refusée». La proposition de relèvement des niveaux des retraites «a donc fait les frais de l'arbitraire manifeste du président de l'APN», affirment-ils.

Le pouvoir joue le pourrissement et la démobilisation des retraités

A l'issue de l'adoption de la loi de finances pour 2012, et suite à l'altercation entre le député Ali Brahimi et le président de l'APN, interrogé par des journalistes sur les conditions du rejet de l'amendement, le ministre des Finances a déclaré que «le gouvernement est sensible à l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités, et que tout relèvement des retraites nécessitait des disponibilités financières suffisantes chez la Caisse nationale des retraites (CNR)». Et de préciser que «les retraites obéissent aux régimes par répartition et sont gérées par la CNR, tandis que le budget de l'Etat n'intervient que pour les dépenses de solidarité nationale». Selon lui, il faudrait que la CNR dégage les ressources nécessaires pour pouvoir faire une telle augmentation.

«Il y a des propositions relatives à l'augmentation des retraites qui sont en train de se profiler, et il va y avoir un arbitrage à un moment donné», a ajouté le ministre des Finances, en rappelant que le groupe de travail chargé de ce dossier à l'issue de la dernière tripartite poursuivait ses travaux».

Pour lui «la prudence est, de toutes les façons, d'éviter des excès en matière de dépenses de fonctionnement». Prudence, prudence ? Le gouvernement n'a toujours pas pris conscience de l'ampleur du mécontentement des retraités et de leur farouche détermination à faire aboutir leurs revendications pour améliorer le pouvoir d'achat des plus démunis d'entre eux.

A force de multiplier les promesses sans lendemain, le pouvoir fait dans la provocation et pousse les retraités à des actions plus fermes et plus radicales.

Djilali Hadjadj

Où sont passées les cotisations FNTR des retraités de Constantine ?

Une réunion s'est tenue à Constantine le 30 octobre dernier, à l'initiative du Comité provisoire de wilaya de la FNTR, réunion dont un des objets était d'en savoir plus sur le devenir des cotisations des adhérents à la FNTR.

Pour Constantine, les cotisations des 5 000 adhérents FNTR (sur 80 000 retraités que compte la wilaya) auraient «disparu», et ce, depuis des années.

Pour rappel, la CNR prélève chaque mois 10 DA sur la pension des retraités adhérent FNTR, puis cette même CNR verse à chaque comité de wilaya FNTR la

quote-part des cotisations qui lui revient. Il semblerait qu'il y ait eu un problème au niveau du comité de wilaya FNTR de Constantine, où l'ancien secrétaire général serait mis en cause. Ce qui explique que les retraités réunis le 30 octobre demandent à la FNTR-secrétariat fédéral, à Alger, la mise en place d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur ces cotisations disparues. Les retraités et leur organisation syndicale n'avaient pas besoin de ce type de problème en ce moment. Affaire à suivre.

D. H.

Les retraités de Annaba lancent un appel au président de la République

Plusieurs centaines de retraités ont manifesté le 31 octobre devant le siège de la wilaya de Annaba, pour faire part de leur colère et de leur indignation, suite aux dernières déclarations du secrétaire général de l'UGTA, et ce, en rapport avec leurs revendications légitimes visant à améliorer leur pouvoir d'achat.

Extraits d'un communiqué qu'ils ont rendu public lors de ce rassemblement dans la rue : «Nous exprimons notre profonde indignation face à l'attitude éhontée et aux propos injurieux du SG de l'UGTA à l'issue de son interpellation par les retraités devant la Centrale syndicale le 25 octobre dernier... «La situation précaire que vivent les retraités est le résultat d'une UGTA asservie aux ordres d'un gouvernement lunatique qui reproduit les mêmes

erreurs depuis des décennies.» Ils «dénoncent avec la plus grande fermeté la fuite en avant du gouvernement (...) qui excelle dans la discrimination, la ségrégation et le mépris envers les retraités». Pour eux, le gouvernement «a bradé les travailleurs et cassé l'industrie algérienne». Pour les retraités d'Annaba, «l'art de la manipulation et de l'exploitation est révolu, les retraités refusent la charité et rejettent toute forme de demi-mesures».

Enfin, ils lancent un appel pressant au chef de l'Etat pour la prise en charge de leurs revendications par une augmentation conséquente et équitable de leur pension avec rappel, la revalorisation de la «majoration pour conjoint à charge», la réduction de l'IRG, le rétablissement de leurs droits aux œuvres sociales, etc.

A nos lecteurs

Le précédent «Soir Retraite» est paru le mercredi 2 novembre (au lieu du mardi 1^{er} novembre), et ce, pour des raisons d'abondance de matière.

Toutes nos excuses à nos lecteurs. Les lecteurs qui auraient raté ce numéro peuvent le consulter, et même le télécharger, à partir du site web (rubrique «Archives») du journal : <www.lesoirdalgerie.com.>